

**BSA | The Software Alliance, logiciels non conformes Ã 36% en France**

**Internet**

PostÃ© par : JulieM

PubliÃ©e le : 25/6/2014 11:00:00

Les utilisateurs d'ordinateurs citent le risque d'Ãatre victimes de programmes malveillants (malware) comme la raison NÂ°1 qui les freine Ã utiliser des logiciels sans licence. Ils craignent plus particuliÃrement les intrusions de leur systÃme par des hackers et la perte de donnÃes. C'est l'un des principaux enseignements que l'on peut retirer de l'Ã©dition 2014 de l'Ã©tude de BSA | The Software Alliance menÃ©e avec IDC.

36% des logiciels installÃs sur les ordinateurs en France en 2013 ne disposent pas d'une licence conforme ; un chiffre en baisse de 1 point par rapport Ã la prÃcÃdente Ã©tude portant sur l'annÃe 2011 (37%) et en dÃcroissance constante depuis 2005 (47%), mais qui demeure supÃrieur Ã la moyenne de l'Union EuropÃenne (31%, contre 43% Ã l'Ãchelle mondiale).

Au-delÃ de la tendance baissiÃre de l'utilisation de logiciels non conformes en France, les conclusions de l'Ã©tude mondiale de la BSA sur les logiciels soulignent avant tout la nÃcessitÃ d'adopter des pratiques adaptÃes de gestion des actifs logiciels, surtout en entreprise. Car cette baisse s'avÃre encore insuffisante et pas seulement au regard des rÃsultats constatÃs au sein de l'UE, comme le souligne FranÃois Rey, PrÃsident du ComitÃ France de la BSA :

« Ce que l'on constate, c'est que sous l'effet de l'action continue de la BSA et des diffÃrents acteurs publics et privÃs qui dÃfendent le respect de la propriÃtÃ intellectuelle, le taux de logiciels non conformes continue de baisser depuis prÃs de 10 ans. C'est encourageant, mÃme s'il reste supÃrieur Ã celui de l'UE et de nos voisins ; mais c'est encore insuffisant pour soutenir notre Ãconomie, accroÃtre notre compÃtitivitÃ, soutenir les sociÃtÃs qui en vivent et les emplois associÃs et enfin rÃduire les risques juridiques, financiers et sÃcuritaires liÃs Ã la non-conformitÃ. »



La BSA s'emploie d'ailleurs de faÃon soutenue en ce sens : cela passe par des actions de sensibilisation, bien sÃr, au travers de diverses prises de parole et la publication de nombreuses Ã©tudes mais aussi diffÃrents partenariats avec les acteurs Ãconomiques concernÃs, les pouvoirs publics, les instances d'audit, de contrÃle de gestion ou comptables ou encore de normalisation comme l'AFNOR»

« La plupart des gens ignorent ce qui est installÃ© sur leurs systÃ©mes. Il faut que cela change », affirme pour sa part Victoria Espinel, PDG de la BSA. « Il existe des pratiques de bon sens que les dirigeants et les administrateurs devraient suivre et faire appliquer pour s'assurer que les logiciels utilisÃ©s dans leur entreprise ne sont pas piratÃ©s ou sans licence conforme. »

L'Ã©tude mondiale de la BSA sur le piratage des logiciels est menÃ©e tous les 2 ans en collaboration avec IDC. Pour cette Ã©dition, les utilisateurs d'ordinateurs de 34 pays ont Ã©tÃ© interrogÃ©s, dont prÃ©s de 22 000 utilisateurs de PC professionnels et grand public et plus de 2 000 responsables IT.

### Voici quelques-unes des conclusions notables de l'Ã©tude :

â€¢ 36 % de logiciels installÃ©s sur des PC en France en 2013 Ã©taient donc des programmes sans licence conforme, une variation de 1 point par rapport Ã 2011 (37%). La valeur commerciale de ces logiciels piratÃ©s totalise 2,7 milliards de dollars (Ã comparer aux 13,5 milliards de dollars pour l'ensemble de l'UE), soit un peu moins de 2 milliards d'Euros.

â€¢ Pour tous les utilisateurs Ã l'Ã©chelle mondiale, le motif numÃ©ro 1 de ne pas utiliser de logiciels piratÃ©s est d'Ã©viter de s'exposer Ã des risques de sÃ©curitÃ© liÃ©s aux programmes malveillants. Parmi les risques associÃ©s aux logiciels piratÃ©s, 64% des utilisateurs citent en premier l'accÃ©s non autorisÃ© de hackers, suivi Ã 59% par la perte de donnÃ©es.

â€¢ Les responsables IT du monde entier confient leurs craintes Ã©vitables des consÃ©quences de l'utilisation de logiciels piratÃ©s, pourtant moins de la moitiÃ© sont certains que les logiciels utilisÃ©s dans leur entreprise sont bien sous licence conforme.

â€¢ Seules 28% des entreprises en France ont mis en place des rÃ©gles Ã©crites imposant d'utiliser des logiciels sous licence conforme. PrÃ©cisons qu'Ã l'Ã©chelle mondiale, ce sont 35% des entreprises qui ont procÃ©dÃ© Ã l'instauration d'une telle rÃ©glementation.

En France, la BSA s'active sur tous les fronts : celui de la sensibilisation aux risques liÃ©s Ã la non-conformitÃ© de l'ensemble des acteurs de l'Ã©cosystÃ©me du logiciel (comme le 25 mars dernier Ã l'occasion d'une table ronde organisÃ©e avec le concours de la CCI de rÃ©gion Alsace-Strasbourg, ou encore le 15 mai, lors d'une confÃ©rence de la SociÃ©tÃ© FranÃ§aise des Analystes Financiers pour insister sur la nÃ©cessitÃ© d'inscrire les logiciels comme actifs immatÃ©riels de l'entreprise) ; mais aussi celui de l'action concrÃ©te, afin d'inciter les entreprises Ã adopter des bonnes pratiques de Gestion des Actifs Logiciels (Software Asset Management, SAM), leur permettant d'optimiser leur parc logiciel, d'Ã©tre en conformitÃ© et ainsi de limiter les risques.

On peut Ã cet Ã©gard citer l'Ã©norme travail accompli conjointement avec l'AFNOR depuis prÃ©s de 2 ans pour la mise en place d'une norme SAM au sein des entreprises, afin de leur permettre de rationaliser la gestion de leur portefeuille de logiciels selon les besoins et les ressources.

« L'utilisation de logiciels sans licence en entreprise rÃ©sulte d'un problÃ©me de gouvernance. Des changements s'imposent, comme le dÃ©montre cette Ã©tude », explique Victoria Espinel, PDG de la BSA. « Il existe des mesures basiques, la portÃ©e de toutes les entreprises, pour renforcer leur conformitÃ©, comme celles visant Ã Ã©tablir une politique formelle sur l'utilisation des logiciels sous licence et Ã tenir des registres Ã jour.

Les entreprises auraient aussi intÃ©rÃ©t Ã mettre en place des programmes de gestion des actifs logiciels (SAM) plus stricts, selon les bonnes pratiques internationales. Ainsi, elles pourraient procÃ©der aux contrÃ´les nÃ©cessaires pour connaÃ®tre exactement quels sont les logiciels installÃ©s sur le rÃ©seau. Ces bonnes pratiques aident Ã limiter les risques sÃ©curitaires et opÃ©rationnels et les entreprises sauraient systÃ©matiquement si elles disposent d'un nombre

de licences suffisant. Ã»

**Dâautres conclusions de lâtude mondiale de la BSA sâavârent Ã©galement dignes dâintÃ©rÃ©t :**

â A lâchelle mondiale, 43% des logiciels installÃ©s sur PC en 2013 Ã©taient des programmes sans licence conforme ; une hausse de 1% par rapport Ã 2011 qui sâexplique notamment par lâaugmentation continue de lâutilisation de logiciels piratÃ©s dans les pays Ã©mergents, oÃ¹ ils sont dÃ©jÃ majoritaires sur les PC.

â La valeur commerciale de ces logiciels piratÃ©s totalise la somme de 62,7 milliards de dollars pour 2013.

â La rÃ©gion affichant le taux le plus haut dâutilisation de logiciels sans licence sur PC en 2013 est lâAsie-Pacifique, avec 62% ; un score 2% plus Ã©levÃ© quâen 2011, qui porte la valeur commerciale des logiciels piratÃ©s Ã 21 milliards de dollars.

â LâEurope centrale et de lâEst arrive en seconde position avec 61% de logiciels sans licence, suivie de lâAmÃ©rique latine, Ã Ã©galitÃ© avec le Moyen-Orient et lâAfrique avec 59%.

â LâAmÃ©rique du Nord conserve pour sa part le taux le plus bas dâinstallation de logiciels sans licence avec 19%, ce qui reprÃ©sente nÃ©anmoins une valeur commerciale non nÃ©gligeable, de prÃ©s de 10,9 milliards de dollars.

â Cette proportion de logiciels illicites chute de 2 points par rapport Ã 2011 pour ce qui concerne lâUnion europÃ©enne, cette derniÃ¨re passant ainsi en 2013 Ã 31%, pour une valeur commerciale de 13,5 milliards de dollars.

**[Pour consulter le rapport complet de lâtude mondiale de BSA sur les logiciels .](#)**

Ã